

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

### Services d'intérêt général

♦ **Le Parlement européen** a adopté, le 5 décembre dernier, une résolution sur le programme législatif et de travail de la Commission pour 2003 dans laquelle il "souligne le rôle essentiel des services d'intérêt général pour une société juste ; attend avec grand intérêt le Livre vert annoncé sur les services d'intérêt général et invite la Commission à présenter une proposition de directive cadre garantissant une large disponibilité des services d'intérêt général de grande qualité pour tous les citoyens".

♦ **La Commission** a adopté, le 4 décembre 2002, une communication au Parlement et au Conseil sur "l'état des travaux relatifs à l'examen d'une proposition de directive cadre sur les services d'intérêt général" [COM(2002) 689 final]. Elle rappelle que "compte tenu des opinions et des attentes différentes des divers intervenants, la Commission estime qu'un débat et une consultation élargis au niveau européen constituerait une étape utile et [...] nécessaire pour clarifier et définir l'approche générale de la Communauté sur la meilleure manière d'assurer l'articulation entre les principes de services d'intérêt général qui sous tendent l'article 16 et les autres objectifs du traité" (9). "Le Livre vert constituera un document de consultation (10) et permettra à la Commission d'examiner "la faisabilité et la valeur ajoutée d'une éventuelle directive cadre" (7), "mais aussi d'étudier de manière plus approfondie le rôle de l'Union européenne dans la prestation de services d'intérêt général de qualité pour les consommateurs et les entreprises en Europe" (6). Par ailleurs, le Livre vert "portera principalement sur la situation dans le cadre du traité actuel (11) ; il "n'implique pas que les travaux en cours sur les services d'intérêt général sont suspendus" (12) ; il devrait être publié "au cours du premier trimestre 2003" (13) ; "à la suite d'une consultation publique [...], la Commission finalisera son examen et présentera ses conclusions en même temps que des initiatives concrètes et, le cas échéant, des propositions législatives pour l'été 2003" (14).

♦ Suite à la demande du Conseil européen de Séville, **la Commission** a présenté au Conseil européen de Copenhague (voir infra) un rapport "relatif à l'état des travaux concernant les lignes directrices relatives aux aides d'Etat liées aux services d'intérêt économique général (SIEG)" [COM(2002) 636 final], pour "le cas échéant, adopter un règlement d'exemption par catégories dans ce domaine" (1).

La Commission avance que "les compensations dont disposent, à juste titre, certaines entreprises pour prêter des SIEG ne doivent pas constituer des avantages qui leur permettent de faire une concurrence déloyale sur les secteurs libéralisés les plus rentables. De telles pratiques, non nécessaires pour le fonctionnement des SIEG, sont nuisibles au fonctionnement efficace de l'économie et vont à l'encontre de l'intérêt général. Les entreprises en charge de SIEG peuvent bien sûr intervenir sur les marchés ou segments de marchés hors SIEG, mais à *armes égales avec toutes les entreprises*" (2). Comme dans son rapport de juin 2002 (voir bulletin 109), la Commission estime que du fait que les avis de l'avocat général sur trois affaires pendantes à la Cour de justice sont susceptibles de venir infirmer l'arrêt Ferring (voir bulletins 92/93 et 104), .../...

### Services of general interest

♦ **The European Parliament**, on 5<sup>th</sup> December, adopted a resolution on the Commission's legislative and working programmes for 2003, in which it "stresses the essential role of services of general interest in a society that is fair; looks forward, with particular interest to the publication of the announced Green Paper on services of general interest and, invites the Commission to present a framework directive proposal that would ensure extensive availability of high quality services of general interest for all citizens".

♦ **The Commission**, on 4<sup>th</sup> December 2002, adopted, both to the Parliament and the Council a communication on "the status of work on the examination of a proposal for a framework directive on services of general interest" [COM(2002) 689 final]. It recalls that "given all the different views and expectations of the various stakeholders, the Commission considers that a broader debate and consultation at European level would be a useful and [...] necessary step towards further clarifying and developing the Community's general approach on how to best ensure a link between the principles on services of general economic interest underlying Article 16 of the Treaty and other Treaty objectives. (9). "The Green Paper will be a consultation document (10) and will enable the Commission to examine "the feasibility and an added-value of a possible framework directive" (7), "but also to look more thoroughly at the issue of the role of the European Union in ensuring the provision of high-quality services of general interest to consumers and businesses in Europe." (6). Further the Green Paper "will focus primarily on the situation under the current Treaty framework (11); it "does not imply that ongoing work on issues related to services of general interest has been suspended" (12); it is to be published "in the first quarter of 2003" (13); "following a public consultation [...] the Commission will finalise its examination and present its conclusions together with concrete initiatives and, where appropriate, legislative proposals by Summer 2003" (14).

Following the demand from the European Council of Seville, **the Commission** presented to the European Council of Copenhagen (see below) a report "on progress on work concerning the guidelines for state aid linked to services of general economic interest (SGEI)" [COM(2002) 636 final], for "where appropriate, to adopt an exemption regulation in this area" (1).

The Commission suggests that "The compensation that certain firms rightly receive for providing SGEI must not constitute advantages that enable them to compete unfairly in the most profitable liberalised sectors. Such practices, which are not necessary for the operation of SGEI, are harmful to the effective functioning of the economy and run counter to the general interest. Certainly those firms providing SGEI may operate on markets or market segments outside the scope of SGEI but *on equal terms with all other firms*" (2). As was the case in its June 2002 report (see bulletin 109), the Commission considers that the fact that decisions of judges on three pending cases before the Court of Justice may invalidate the Ferring judgement (see bulletins 92/93 and 104), .../...

"il n'est pas possible [actuellement] de finaliser un texte sur la question des compensations de service public, qui procure la sécurité juridique attendue" (3). Elle annonce, cependant, une première réunion avec les experts des pays membres, le 18 décembre, sur cinq thèmes : définition des SIEG et liberté des Etats membres ; champ d'application des règles communautaires sur les aides d'Etat ; relations entre les Etats et les entreprises ; modalités de sélection des entreprises ; financement du service public. "Une seconde réunion sera organisée lorsque la jurisprudence de la Cour sera consolidée afin d'examiner un nouveau document qui devra aborder également la question de la compensation de service public".

♦ **Le Conseil européen de Copenhague**, des 12/13 décembre 2002, a été essentiellement consacré à l'élargissement de l'Union et à la politique européenne en matière de sécurité commune. Dans ses conclusions, il "a pris note du rapport sur les rapports et communications qui lui sont destinés (doc. 15530/02)" (38).

♦ Le secrétariat du **CELSIG** constate qu'alors que la question des services d'intérêt général est de plus en plus présente dans tous les débats et qu'ils font l'objet de nombreuses propositions à la Convention, ceux-ci ne figurent pas de manière explicite dans le mandat du groupe de travail "Europe sociale" de la Convention. De même, si le débat public annoncé par la Commission, et susceptible d'être suivi de propositions législatives à l'été 2003, est indiscutablement utile, il ne doit pas conduire à éluder la réforme du traité et à repousser la directive cadre. Par ailleurs, on est en droit de se demander quand la Commission considèrera que la jurisprudence de la Cour est stabilisée et qu'elle peut finaliser un texte sur les compensations de service public : lorsque la jurisprudence Ferring aura été renversée ?

Pour intéresser les habitants de l'Union à la construction européenne et les faire adhérer au futur projet de Constitution qui leur sera soumis par référendum, il faut leur proposer plus que de libéraliser les marchés. L'enjeu est l'intégration du territoire européen de demain où seront garantis les droits fondamentaux de la personne, les solidarités économiques, sociales, territoriales et intergénérationnelles, un développement durable et où pourront se développer un sentiment d'appartenance, de citoyenneté et d'identité européennes. Les Services d'intérêt général, qui font partie des valeurs communes de l'Union, ont un rôle important à jouer dans cette partie et ils doivent recevoir un traitement attentif, jusque et y compris dans la Constitution qui va encadrer le développement de l'Union pour de nombreuses années.

---

## Initiatives

Suite à la journée du 2 décembre 2002 (voir bulletin 118), deux initiatives sont organisées :

♦ un "Appel à la Convention européenne sur les services d'intérêt général" va être prochainement diffusé dans tous les réseaux pour signature

♦ une journée sur les services d'intérêt général destinée à confronter les initiatives des réseaux, interpeller les institutions et préparer des propositions à la Convention, va être co-organisée par le CELSIG au Parlement européen, le 31 janvier 2003

Informations : [celsig@globenet.org](mailto:celsig@globenet.org)

"it is not possible [at present] to finalise a text on public service compensation that would provide the expected legal certainty" (3). The Commission is calling for the first meeting with experts from Member countries, on 18<sup>th</sup> December, on five themes; definition of SGEI and freedom of Member States; scope of the application of Community rules on state aid; relationship between Member States and firms entrusted with the provision of SGEI; selection procedures for firms entrusted with the provision of SGEI; financing of the public service. "A second meeting will be organised once the Court's case law has been consolidated with a view to examining a new document that will also have to address the matter of public service compensation"

♦ **The European Council of Copenhagen**, held on 12<sup>th</sup> and 13 December, was mainly devoted to the enlargement of the Union and to the European policy on matters concerning joint security. In its conclusions it "took note of the report on the reports and communications it received (doc. 15530/02)" (38).

♦ The **CELSIG** secretariat observes that even though services of general interest are increasingly being discussed in a number of debates and that they are appearing in numerous proposals submitted to the Convention, they are still not explicitly indicated in the mandate of the Convention's working group "Social Europe". Similarly, whereas the public debate, called for by the Commission and which is likely to be followed by legislative proposals in Summer 2003, is undeniably useful, it should not, however, be a reason to evade the reform of the Treaty and postpone the framework directive. Further one can rightfully wonder as to when will the Commission consider that the case law of the Court is sufficiently stabilised and that it can finalise the text on public service compensations: until the Ferring case law is reversed?

In order to draw the attention of the Union's habitants to the European construction and encourage them to adhere to the future Constitution draft on which they will be called to express their views by a referendum, they should be offered more than markets liberalisation. The stake is the integration of tomorrow's European territory in which fundamental rights of the individual, economic, social, territorial and intergenerational solidarities and a sustainable development will be ensured and in which a European feeling of belonging, citizenship and identity would be developed. Services of general interest, which are a part of common values of the Union, have a significant role to play in this part and should therefore receive appropriate attention, up to and including in the Constitution which will supervise the Union's development for a number of years to come.

---

## Initiatives

Following the meeting held on 2 December 2002 (see bulletin 118), two more initiatives are envisaged:

♦ a "Call to the European Convention on services of general interest" will soon be sent to all networks for signing.

♦ a day of discussions on services of general interest, intended to bring together various opinions from networks, address questions to institutions and prepare proposals to Convention, will be jointly organised by CELSIG at the European Parliament, on 31<sup>st</sup> January 2003.

Enquiries: [celsig@globenet.org](mailto:celsig@globenet.org)

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : [celsig@globenet.org](mailto:celsig@globenet.org). Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement E-mail. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.